

Italie : nouvelle phase de la gauche

mardi 24 juillet 2007, par [CANNAVO Salvatore](#), [TURIGLIATTO Franco](#) (Date de rédaction antérieure : 14 avril 2007).

Sommaire

- [Parti démocrate](#)
- [Nouveau Parti de la gauche](#)
- [La faillite du gouvernement](#)
- [Une autre gauche](#)
- [La fin du cycle de Rifondazion](#)
- [La Gauche critique pour \(...\)](#)
- [Centralité de la recomposition](#)

La récente crise du gouvernement Prodi a joué un rôle d'accélérateur de la réorganisation de la gauche italienne. Sur la signification de cette crise gouvernementale, nous renvoyons au document approuvé lors de la coordination nationale de la Sinistra Critica (Gauche Critique) du 18 mars 2007 [1]. Nous nous limiterons ici à présenter les principaux projets de la gauche italienne en cours de réalisation, qui vont la transformer fondamentalement au cours des prochaines années, si ce n'est en quelques mois.

Parti démocrate

La naissance future du Parti démocrate est maintenant connue. Son lancement ne risque pas d'échouer sur les multiples contradictions internes qui le traversent, car il se nourrit de la poussée « unitaire » et de l'accord fondamental autour de la vision « libérale ». L'unité, aussi abstraite que profondément réclamée par une large part de l'électorat de centre gauche, qui craint surtout la droite et le « retour de Berlusconi » constitue en effet l'ingrédient essentiel permettant d'achever l'acte de transformation de la gauche provenant du Parti communiste italien.

Avec la naissance du Parti démocrate — dont le projet sera approuvé par les congrès des Démocrates de gauche (DS, issus de la majorité de l'ex-PCI) et de la Marguerite (démocratie chrétienne du centre-gauche) les 20-21-22 avril — les démocrates de gauche vont clore le processus d'adaptation au capitalisme, entamé depuis longtemps et sanctionné de manière symbolique avec la liquidation du PCI décidé par Occhetto en 1989.

Aujourd'hui on en arrive « finalement » au lancement de cette force libérale-démocrate, disposant d'une coloration progressiste, dont il est question depuis plus d'une décennie. Une force totalement social-libérale, disposant des votes d'une grande partie du monde du travail, sans que ce dernier en constitue l'axe central, car cette force sera sous la tutelle des intérêts d'une partie consistante de la bourgeoisie italienne, celle représentée par les grandes entreprises et les banques à vocation européenne.

Nouveau Parti de la gauche

L'autre projet, moins visible mais déjà en cours, finira sans doute par adopter le nom de « Parti de la gauche », version socialiste ou néo-social-démocrate. Il s'agit d'un projet encore peu connu, dont la grande presse commence seulement maintenant de parler, mais qui a déjà connu un début de réalisation au sein des groupes dirigeants de la gauche et qui, outre qu'il compte « gagner » l'espace libéré par la disparition des DS, sert à résoudre les trois crises différentes largement entrelacées.

La première crise provient de la défaite de l'aile gauche des DS. Au dernier congrès, le secrétaire Fassino l'a emporté sans mal avec le soutien de près de 75 % des mandats, alors que la gauche ne dépassait pas les 15 %. Ceux qui étaient opposés au projet du Parti démocrate ont été laminés et ne furent pas capables de trouver une riposte adaptée.

La seconde crise est celle du Parti de refondation communiste (PRC, appelé aussi Rifondazione), qui a trouvé dans ce projet un point d'appui — comme l'a clairement indiqué Fausto Bertinotti dans une interview à *Liberazione* [2] et comme la conférence d'organisation du PRC tenue fin mars l'a relancé — pour masquer l'impasse dans laquelle le PRC s'est fourvoyé lors de la crise du gouvernement Prodi, une crise qui a mis en évidence la faillite de la stratégie adoptée lors du dernier congrès de Venise.

Après Vicenza (une manifestation de plus de 100 000 personnes contre l'élargissement de la base militaire étatsunienne), après le vote sur l'Afghanistan (qui a vu le gouvernement Prodi l'emporter au Sénat, avec le soutien de la droite, malgré le vote contraire de Franco Turigliatto [3] et la non-participation de plusieurs autres sénateurs de la gauche), après près d'un an de gouvernement Prodi, les trois hypothèses qui étayaient le projet majoritaire lors du congrès n'ont pas été vérifiées :

- l'idée que les rapports de forces pouvaient permettre un gouvernement de « Grande Réforme » a été pulvérisée par le résultat électoral du 9 avril 2006, qui a fait apparaître un pays coupé en deux et dans lequel les forces de gauche sont clairement marginalisées (ne représentant que 26 % à 27 % de l'électorat) ;
- l'idée que le centre-gauche avait changé depuis 1996 (l'année du premier gouvernement Prodi, avec exactement les mêmes forces politiques — à l'exception de Rifondazione — et quasiment les mêmes hommes) a été immédiatement démentie par l'action du gouvernement (qui a appliqué la recette libérale classique du financement des entreprises, réalisé des coupes sombres dans les budgets sociaux et augmenté les dépenses militaires) ainsi que par la formation du Parti démocrate que nous avons déjà mentionné ;
- l'idée de la « perméabilité » au conflit social du gouvernement Prodi a été finalement définitivement enterrée le soir du 17 février, lorsque face à l'énorme manifestation de Vicenza contre la construction de la nouvelle base militaire étatsunienne Prodi a répondu « *la base se fera de toute façon* ».

La faillite du gouvernement

La troisième crise, c'est la crise gouvernementale. Apparue au grand jour du fait des facteurs différents, tels le conflit autour de la base militaire de Vicenza et le comportement des vieux démocrates-chrétiens comme Andreotti et Cossiga, elle prend sa source dans les désillusions et le désenchantement de l'électorat du centre-gauche.

Le gouvernement Prodi a très rapidement balayé beaucoup des attentes que sa victoire avait

suscitées. Nous avons pu voir un certain degré de désillusion dès les sifflets de Mirafiori [4]. Mais le cas de Vicenza, avec l'attitude sourde et aveugle de Prodi et de d'Alema, a clairement manifesté la prise de distance.

Aucune des composantes du futur Parti de la gauche n'a pour autant voulu tirer un bilan de cette réalité. Elles ont fait le choix d'appuyer inconditionnellement le gouvernement, y compris en ce qui concerne ses missions de guerre, et ont redécouvert la valeur de la « *realpolitik* » et de la survie de la classe politique au détriment des attentes et des espoirs jaillis à Porto Alegre et à Gênes [5].

Ceux qui se sont soustraits à ce schéma et à cette logique politique (comme c'est le cas de Franco Turigliatto), ont été immédiatement classés dans la catégorie de « politique de témoignage », « pure et dure » mais incapable de quelque efficacité. Ils démontrent pourtant, par contraste, la dégénérescence dans laquelle est entrée la gauche actuelle.

Une autre gauche

A notre avis, si la gauche alternative veut répondre à cette crise, elle doit rester ancrée dans les valeurs fondatrices et ne doit pas renoncer à la radicalité anticapitaliste. Ceux qui disent que le refus des compromis et des médiations favorise le retour de la droite et de Berlusconi [6] se fourvoient. En réalité c'est en favorisant les politiques guerrières et antisociales qu'on facilite vraiment la revanche de la droite. D'ailleurs, un an seulement après la victoire électorale de 2006 contre la droite, beaucoup des sondages indiquent que si les élections avaient lieu aujourd'hui, la droite l'emporterait avec 55 % des suffrages.

Nous nous opposons donc, et nous l'avons exprimé publiquement, au énième réarrangement des classes politiques, toujours pareilles et ne changeant jamais. Nous ne sommes pas disponibles pour notre part à reprendre la route du « compromis social » en faveur duquel le futur Parti de la gauche s'est déjà prononcé, tentant de clore l'anomalie que représentée par Refondation communiste sur la carte politique italienne. Il s'agit d'une clôture tant sur le plan du contenu que sur celui du centre de gravité que l'on veut donner à la gauche : enfermée dans la perspective du gouvernement, fondée sur une logique de médiation, incapable de penser une alternative à la gauche libérale. Si le Parti démocrate veut définir un bloc moderne de la bourgeoisie démocratique et progressiste, visant à gouverner avec des votes populaires, le Parti de la gauche (nom qui fait référence au *Die Linke* allemand) qu'imaginent Bertinotti et Mussi [7], Diliberto [8] et Boselli [9] ressemblera à une nouvelle social-démocratie au sein de laquelle cohabiteraient les socialistes « réformistes » et les socialistes « maximalistes » [10], comme au début du XX^e siècle.

Pour notre part, nous disons non à cette perspective et nous nous disposons à relancer la construction d'une Gauche alternative. Alternative face à aux droites, mais aussi alternative face au centre-gauche de gouvernement, au centre-gauche modéré, au centre-gauche qui vote en faveur du compromis social.

La Gauche alternative devra être avant tout opposée à la politique actuelle, celle de la guerre et du libéralisme. Cela signifie qu'elle ne votera pas la guerre. Qu'elle ne votera pas la « contre-réforme » des retraites, qu'elle ne votera pas les grandes œuvres de destruction de l'environnement ; de même elle ne s'abaissera pas à des compromis avec les revanchards de la hiérarchie vaticane. La gauche alternative est « *sans si et sans mais* » [11]. Nous avons tenté de la représenter au cours de ces derniers mois au Parlement, ce qui a provoqué un grand débat et nous a valu des mesures disciplinaires — comme l'expulsion de Franco Turigliatto du PRC — mais a aussi provoqué une discussion et une grande clarification au sein du PRC.

Seule une Gauche alternative prend pour point de départ les luttes et les mouvements sociaux et c'est sur cette base qu'elle entend reconstruire un projet de recomposition sociale, et donc de recomposition politique.

Dans l'immédiat, parler de la Gauche alternative signifie construire « l'opposition sociale » au gouvernement Prodi. La décision d'accorder au Sénat une « *confiance technique* » à ce gouvernement (alors qu'à la Chambre nous ne l'avons pas voté) ne signifie nullement un recul mais une accentuation de cette attitude. L'Italie de gauche vit actuellement dans une paranoïa du retour de la droite et de la revanche de Berlusconi : une force de gauche conséquente ne peut pas devenir le paratonnerre de cette situation et peut, sans faire des calculs, choisir le gouvernement auquel s'opposer. C'est cette ligne qui nous a guidés lorsque nous avons annoncé « *l'appui extérieur* », en indiquant clairement que le gouvernement sera jugé sur chaque mesure et sur chaque acte qu'il fera. A commencer par le vote contre le financement de la « mission » militaire en Afghanistan, que nous avons exprimé le 27 mars, lorsque au Sénat Franco Turigliatto fut le seul à gauche à refuser d'appuyer le projet militaire.

Nous devons donc affronter aujourd'hui de manière constructive une nouvelle phase, à commencer par la consolidation de l'Association Gauche Critique en tant qu'instrument pour entamer un nouveau processus de recomposition et pour reconstruire dans ce cadre une gauche anticapitaliste alternative à la gauche existante.

La fin du cycle de Rifondazione

Tout cela ouvre évidemment un énorme problème au sein de Rifondazione comunista, qui s'apprête à changer sa propre perspective politique.

Nous pensons que le cycle de Rifondazione s'achève et que ce parti a épuisé son parcours. La décision de dépendre des choix du gouvernement, de voter la guerre, de recourir à l'ancienne méthode des expulsions et des épurations (et aussi du lynchage politique et moral), celle d'entamer en même temps la constitution d'un nouveau sujet politique, dont la fondation de la Gauche européenne ne constitue que la première étape, sont les caractéristiques indiquant la fin de ce cycle. Une nouvelle phase est ainsi ouverte.

Certes, Rifondazione n'a pas été le sujet révolutionnaire que nous voulons construire. Ce fut plutôt un processus de résistance sociale et politique en mesure de faire décanter une phase nouvelle. C'est ce qui s'est produit en partie. Mais en partie seulement.

Le Parti de la refondation communiste peut se revendiquer d'un mérite historique. Celui d'avoir maintenu une perspective communiste dans une phase caractérisée par la dépression et les abandons de la part des vieilles avant-gardes du mouvement ouvrier. Mais il n'a pas réussi à renverser la tendance, et cela même en s'engageant de manière importante dans le mouvement contre la mondialisation capitaliste. Il n'a pas réussi à non plus à réaliser un saut qualitatif dans son enracinement social qui lui aurait permis de devenir le sujet des victoires sociales, ne serait-ce que partielles, de manière à incarner une contre-tendance, un symbole du possible renversement des rapports de forces sociales. Cette limite-là est bien visible au travers de son absence d'influence syndicale. Rifondazione ne sort pas renforcé de cette période de résistance — il suffit de voir le niveau de son activité militante, sa capacité de mobilisation, l'état de ses cercles, la diffusion de son journal, etc.

Le projet de la refondation communiste a subi une défaite aussi à cause de sa fragilité et parce que les différents groupes dirigeants de ce parti — depuis Magri [12] jusqu'à Cossutta, sans oublier Bertinotti — n'ont jamais été capables de rompre avec leur ancrage réformiste. Au cours de ces

quinze années, la direction du parti a cherché son inspiration dans les conceptions de l'aile gauche, « ingraiane » [13] du vieux Parti communiste italien. Même l'idée d'un politique « mouvementiste » — liée aux syndicats et aux associations importantes en vue de développer les luttes sociales — était comprise par la majorité de la direction du PRC comme devant aboutir à la perspective d'un gouvernement réformiste intégré dans l'État capitaliste. Leur conception de l'unité de la gauche était également conçue dans le cadre de cette perspective stratégique. Avec le gouvernement Prodi, cette hypothèse est revenue avec force et constitue maintenant le fondement du projet du nouveau parti de gauche, malgré le refus de Prodi de toute réforme progressiste...

Le PRC ne semble pas être capable, s'il ne se dépasse pas lui-même, de proposer une nouvelle phase. Aux yeux de la majorité du parti, c'est justement ce dépassement que doit permettre son principal projet, c'est-à-dire la Gauche européenne qui n'est qu'une étape vers le nouveau Parti de la gauche. Ce projet est présenté comme la poursuite de l'esprit de la refondation.

Mais cette nouvelle étape-là a cessé d'être anticapitaliste de manière conséquente et n'est plus une alternative envers la gauche libérale. La logique du gouvernement — le véritable obstacle dans cette phase à la construction d'une gauche de classe — a introduit une série de compromissions qui constituent une rupture avec la tradition et l'histoire du PRC.

La Gauche critique pour une gauche alternative

Si Rifondazione a conclu son cycle et s'il a, substantiellement, échoué dans son but de recomposer une gauche de classe et anticapitaliste, nous en tirons aujourd'hui la conclusion que cet objectif doit être recherché en suivant de nouveaux chemins.

Il s'agit d'un objectif très difficile à atteindre, et il est rendu encore plus ardu du fait de la faillite de la refondation que nous venons de connaître. A ce propos, il ne faut pas se faire d'illusions : une défaite de la gauche produit des nouvelles démoralisations et des reculs en particulier en absence d'une alternative claire. Être en mesure de maintenir une perspective de construction d'une gauche anticapitaliste est néanmoins indispensable si nous voulons conserver des références et des pratiques offrant à l'anticapitalisme conséquent son point d'appui.

Les formes que prendra cette nouvelle phase ne sont pas prévisibles. Elles suivront probablement le cheminement traditionnel de la gauche. En ce qui nous concerne, nous pensons que la réorganisation doit d'abord se produire sur les mots d'ordre centraux et sur les contenus, avant de se doter de formes organisationnelles. Ce qui est certain, c'est que nous n'entrerons pas dans une force néo-social-démocrate et que nous maintiendrons en vie l'option d'une gauche anticapitaliste, écologiste, féministe, internationaliste. C'est l'axe du travail de construction que nous nous donnons. En construisant le mouvement et les luttes sociales, en accumulant des expériences, vers une avant-garde en positif, autour d'un projet partagé.

C'est pour cette raison que nous avons pris la décision de fonder la nouvelle association Gauche critique qui lors de sa dernière coordination est devenue « La Gauche critique, une association pour la Gauche alternative ». La Gauche critique a été un courant anticapitaliste né dans la bataille du dernier congrès du PRC. Sa construction en tant que sujet politique constitue aujourd'hui notre priorité, mais nous aspirons à pouvoir réaliser un projet d'une gauche plus large, qui n'existe pas encore, qui sera une véritable alternative de classe face au néolibéralisme.

Car la construction d'un nouveau moyen d'initiative politique — d'un « sujet politique » comme nous aimons dire en Italie — ne signifie pas que l'espace de la gauche anticapitaliste se réduise à cela. La difficulté de la phase sociale, les limites du mouvement, la stagnation du conflit entre les classes, la poursuite de la crise du mouvement ouvrier imposent toujours la nécessité d'agir sur le terrain de la

recomposition politique. Le fait que cela soit plus difficile aujourd'hui que dans le passé n'exclut pas que notre axe de travail soit encore l'affirmation d'une gauche anticapitaliste, vaste, plurielle, démocratique, féministe, environnementaliste et internationaliste.

Centralité de la recomposition sociale

Il s'agit d'un projet qui concerne toute la gauche en Europe, délaissée par la Gauche européenne et par sa stratégie d'alliance organique avec la social-démocratie, en sachant que la recomposition nécessaire doit avoir, plus clairement qu'au début des années 1990, une marque de classe anticapitaliste très nette. Immédiatement après la chute du mur de Berlin et la décomposition de l'URSS l'idée dominait qu'il fallait « résister » et rassembler les avant-gardes communistes liées à une dimension de classe et désireuses d'entamer un processus de clarification politique et programmatique. Cette phase est achevée.

Aujourd'hui le processus de recomposition peut se servir de certaines expériences importantes — l'italienne, la brésilienne et sur d'autres terrains les cas français et anglais (il vaut la peine de noter qu'il s'agit là des quatre pays les plus engagés et influents dans le mouvement altermondialiste). La question du gouvernement dans un pays capitaliste et/ou impérialiste apparaît comme décisive : la sous-estimer après ce qui est arrivé au Brésil et en Italie peut être mortel ! C'est ce débat que devra affronter la gauche anticapitaliste européenne — que Rifondazione n'a pas quittée par hasard — en ayant aujourd'hui l'occasion de faire un saut qualitatif, non tant sur le terrain du débat mais surtout sur celui de l'initiative politique et sociale. La Gauche critique sera heureuse de se mettre à disposition pour cela.

De la faillite du projet refondateur émerge cependant la centralité d'un processus de recomposition sociale renouée. Et la question syndicale est sur ce terrain la plus ouverte. Nous devons avoir une réflexion adéquate à ce sujet, car sans un projet ne serait-ce que partiel d'enracinement et de recomposition sociale il n'y aura pas de reconstruction d'une gauche de classe. Il faut aussi poursuivre la réflexion sur le mouvement altermondialiste, sur la crise particulière qui se manifeste aujourd'hui entre la politique organisée, souvent composée des classes politiques professionnelles, et la société, de manière à mieux définir ce que devraient être des avant-gardes politiques et sociales. Il s'agit d'un processus de réflexion qui rend nécessaire pour la gauche révolutionnaire une nouvelle phase « d'apprentissage social » en vue de reconstruire l'enracinement et l'intégration dans ces processus.

P.-S.

* Publié en français dans Inprecor n° 526/527 d'avril-mai 2007. Traduit de l'italien par J.M.

* Salvatore Cannavò, député, membre du Comité International de la IV^e Internationale, est un des animateurs de l'association Sinistra Critica (Gauche Critique) en Italie.

Notes

[1] Voir [Italie : Nous construisons la Gauche critique pour l'opposition sociale et pour une gauche alternative](#)

[2] Fausto Bertinotti, qui a laissé la place du secrétaire du PRC en devenant président de la Chambre des députés, continue à diriger le parti. Liberazione est le quotidien du Parti de la

refondation communiste (PRC).

[3] Franco Turigliatto, sénateur de la Gauche critique, a été expulsé du PRC après avoir refusé de voter au Sénat en faveur de la guerre menée en Afghanistan et en faveur de la nouvelle base militaire étatsunienne à Vicenza. En solidarité avec lui, Salvatore Cannavò a annoncé son auto-suspension de la direction du parti.

[4] Les ouvriers de Fiat ont sifflé les dirigeants des trois confédérations syndicales — la CGIL, la CISL et l'UIL — après que ces centrales syndicales eurent signé un accord avec le gouvernement sur la réforme des retraites et après le soutien des confédérations à la loi de finances.

[5] Allusion aux premiers Forums sociaux mondiaux et à la grande manifestation internationale contre le G-8 à Gênes en juillet 2001, manifestation où les militants du PRC ont joué un rôle dirigeant.

[6] C'est devenu une véritable obsession de la gauche « officielle » italienne, confirmée par la réponse donnée par Bertinotti aux étudiants qui l'ont contesté à l'université de Rome : « *qui se met en dehors du compromis, se met en dehors de la politique* » a-t-il péroré.

[7] Fabio Mussi est le leader du principal courant de la gauche des DS. Ministre de l'Université et de la recherche depuis mai 2006.

[8] Oliveira Diliberto est actuellement secrétaire du Parti des communistes italiens (PdCI), un parti fondé par Armando Cossutta après que ce dernier a quitté le PRC en octobre 1998, lorsque la direction du PRC (avec le soutien des camarades qui fonderont bien plus tard la Gauche critique) décida de retirer son soutien au premier gouvernement Prodi, le faisant ainsi tomber.

[9] Enrico Boselli est président et leader national du petit parti socialiste, les Socialistes démocratiques italiens (SDI), et fut membre du groupe socialiste au Parlement européen en 1999-2004.

[10] es maximalistes furent un courant du socialisme italien fondé en 1919 par Giacinto Menotti Serrati. Il soutenait verbalement les objectifs anticapitalistes et révolutionnaires du socialisme, mais dans les faits menait une politique réformiste privilégiant l'activité parlementaire.

[11] Allusion aux slogans du mouvement pacifiste, particulièrement massif en Italie, exigeant le retrait inconditionnel — c'est-à-dire sans « si » et sans « mais » — des troupes italiennes de l'Irak et de l'Afghanistan...

[12] Lucio Magri, journaliste et homme politique italien, collaborateur du quotidien *Il Manifesto*, a fait partie du PRC de 1991 à 1995, lorsqu'il l'a quitté pour fonder le Mouvement des communistes unitaires.

[13] Du nom de Pietro Ingrao, qui fut après la seconde guerre mondiale l'indiscutable référence du courant « marxiste-léniniste » au sein du PCI, puis le dirigeant de son aile gauche officielle. Après être passé du PCI au PDS en 1991 en suivant la majorité, il a fini par adhérer au PRC en 2004.